

TAIEB BELAÏZ L'A AFFIRMÉ HIER :

«Hattab est encore utile»

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, a expliqué, hier, que le terroriste Hassan Hattab a été placé sous résidence surveillée car il peut encore être «utile». Taïeb Belaïz a également confirmé la mise en détention de l'autre chef terroriste Abderrazak El-Para.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Hassan Hattab, chef terroriste du Groupe salafiste pour la prédication et le combat, devenu par la suite Al Qaïda Maghreb, pourrait encore être «utile» à la justice et aux services de sécurité.

«Hassan Hattab a été placé en résidence protégée car il nous est encore utile», a précisé, hier, le ministre de la Justice au terme de l'adoption par

l'APN des trois ordonnances présidentielles liées à la gestion sécuritaire. Hassan Hattab bénéficie donc des nouvelles dispositions introduites au Code de procédure pénal à travers l'ordonnance 11/02.

Le texte permet au juge d'instruction de placer l'inculpé en résidence protégée durant une période qui peut s'étendre à neuf mois. «Le juge d'instruction charge des officiers de la police

judiciaire de veiller à l'exécution de cette obligation et d'assurer la protection de l'inculpé. Demeurer dans une résidence protégée, fixée par le juge d'instruction et ne la quitter que sur autorisation de ce dernier.

Cette mesure n'est ordonnée que pour les infractions qualifiées d'actes terroristes ou subversifs ; elle est d'une durée maximale de 3 mois, et peut être prolongée deux fois pour une durée maximale de 3 mois à

chaque prolongation. Quiconque révèle toute information relative à la localisation du lieu de la résidence protégée fixée par la présente mesure, encourt la peine prévue pour la divulgation du secret de l'instruction», précise l'article 125 bis1 du code de procédure pénale.

«Le juge dispose d'un délai de neuf mois pour clôturer son instruction. Il peut aussi terminer son instruction dans trois mois et renvoyer devant le tribunal criminel», a souligné le

ministre de la Justice à propos du cas Hassan Hattab.

Abderrezak El Para, autre chef terroriste, ne bénéficie pas de cette procédure.

Amari Saïfi, de son vrai nom, n'a plus rien à apporter en matière d'information. «Il a été placé en détention car la phase d'instruction est arrivée à son terme», a indiqué Belaïz.

Outre l'amendement du code de procédure pénale, l'Assemblée Opopulaire

nationale a également adopté l'ordonnance relative à la levée de l'état d'urgence ainsi que celle relative à la participation de l'Armée nationale populaire à des missions de sauvegarde de l'ordre public hors des situations d'exception.

Notons, cependant, que les groupes parlementaires du Rassemblement pour la culture et la démocratie et du Front national algérien ont boycotté cette séance plénière.

T. H.

TIZI-GHENIFF (TIZI-OUZOU)

Fermeture des sièges de la daïra et de l'APC par des citoyens

Après la fermeture du siège de l'APC, durant les journées de mercredi et jeudi derniers, c'était au tour de celui de la daïra d'être fermé, hier dimanche, par les habitants du village Ammeddah, dans la commune de Tizi-Gheniff.

Les manifestants réclament notamment «le raccordement du village au gaz naturel, le revêtement de la route en béton bitumineux, l'extension du réseau d'assainissement, la réhabilitation du foyer de jeunes ainsi que l'achèvement des chantiers déjà lancés au niveau du village». Après environ une heure de rassemblement, une délégation représentant les protestataires s'était réunie avec le maire, en présence des secrétaires généraux de la commune et de la daïra (le chef de daïra étant absent.)

A l'issue de cette réunion, un terrain d'entente a été trouvé et le siège de la daïra libéré. Le président du comité de village, Chikh Makhlof,

nous a affirmé que, «exception faite des projets relevant du sectoriel, tels que le raccordement au réseau de gaz naturel, le revêtement de la route et l'extension du réseau d'assainissement, dont la prise en charge sera négociée avec le chef de daïra, dès son retour, les autres revendications seront satisfaites avant la fin du mois de juin prochain». Chose que nous a confirmée le maire, M. Djidda.

Celui-ci n'a, néanmoins, pas réussi à convaincre les citoyens du village de Marako, qui ont fermé, tôt le matin, le siège de l'APC, prolongeant ainsi la fermeture d'une journée supplémentaire.

Réclamant l'attribution des 28 lots de terrain aux nécessiteux du village et la régularisation de la situation des habitants de l'ancienne cité des 127 logements de recasement, entre autres, ces derniers dénoncent, par cette action, la «non-concrétisation des engagements pris par le maire lors de la réunion, tenue le 1^{er} mars

courant, à l'issue d'une manifestation similaire».

«Le président de l'APC nous a promis de délibérer sur les terrains en question, déjà mercredi dernier. Nous avons aussi convenu de mettre en place une commission composée d'élus à l'APC et de membres du comite de village afin d'exposer le reste de nos doléances aux responsables de la wilaya concernés, à l'instar du DUC et du directeur de l'agence foncière. Mais nous n'avons rien vu venir», nous a affirmé M. Namar, président du comité de village.

Le maire explique la non-tenue de la réunion de délibération par le décès du chauffeur de la commune, la semaine dernière. A cela s'ajoute, selon M. Djidda, «le fait que ces 28 lots de terrain sont réclamés par les familles recasées dans un hangar au chef-lieu de la commune». «C'est un problème délicat», affirme-t-il.

Kaci Moussa

BOUIRA

Bataille rangée entre étudiants au centre universitaire

Hier, alors que le centre universitaire Colonel-Akli-Mohand-Oulhadj de Bouira était quasiment paralysé après que tous les départements eurent répondu à la grève lancée à l'échelle nationale, une assemblée générale de l'UGEL s'est transformée en un terrain de lutte entre les étudiants de différentes sensibilités.

Selon certains étudiants libres qui se sont déplacés à notre bureau, après la création de différents comités au niveau des départements, une ultime réunion était prévue pour créer une coordination des comités autonomes qui sera affiliée à la Coordination nationale des étudiants autonomes. Or, si au niveau du département de langue et culture amazighs, ce comité a été créé il y a deux ans, et qu'au niveau des départements des sciences sociales et humaines, de l'économie des sciences de la matière et des sciences techniques, des comités autonomes ont été créés la semaine dernière lors d'assemblées générales, il n'en était pas de même pour le département de droit où l'UGEL y est fortement implantée.

Aussi, mercredi dernier, lorsque des étudiants autonomes avaient voulu organiser une AG pour créer ce comité autonome, des étudiants affiliés à l'UGEL avaient fait irruption dans la salle et avaient tout fait pour que ladite AG ne soit pas organisée et éviter ainsi la création de ce comité autonome.

Les choses sont restées en l'état jusqu'à hier où, pour empêcher les étudiants d'organiser leur AG, les étudiants de l'UGEL ont appelé à une AG au même moment et au même lieu.

C'est alors que pendant cette AG, des étudiants autonomes, qui avaient essayé d'intervenir ont été attaqués par des étudiants intégristes, lesquels, selon certains témoignages, étaient munis de toutes sortes d'ob-

jets, prêts à en découdre avec quiconque oserait les contredire.

Durant les affrontements, et selon nos interlocuteurs, il y avait même des «extra», des personnes étrangères à l'université ramenées exprès depuis l'extérieur par les étudiants de l'UGEL. Lors des échauffourées et la cacophonie générale qui s'en est suivie, cinq étudiants ont été blessés. Ils ont été évacués à l'hôpital pour des soins, alors que du côté des étudiants de l'UGEL, on déplore un blessé.

Selon les représentants des étudiants autonomes qui se sont déplacés à notre bureau, le but de tout ce grabuge est de saboter la création des comités autonomes au sein des départements afin d'empêcher la création d'une coordination autonome de ces comités qui sera affiliée à la Coordination nationale des étudiants autonomes, future force de changement au sein de l'Université algérienne.

Y. Y.

Yasmina Khadra répond à Nordine Aït-Hamouda

Depuis longtemps, j'ai décidé de ne pas réagir aux ragots et autres diffamations qui tentent de chahuter mon image, persuadé que la schizophrénie qui caractérise mes détracteurs est irréversible. Et lorsque cette attitude se conjugue à la rétention d'informations concernant mon mérite et à la diffusion de ce qui pourrait le torpiller, j'ai trouvé dérisoire et inutile d'espérer une quelconque présence d'esprit là où la conscience est proscrite. J'ai appris une chose : pour avancer dans la vie, il ne faut pas s'attarder sur les crottes qui minent le chemin du salut. Toutefois, je tiens à dire à Monsieur Nordine Aït Hamouda que je ne mange pas à tous les râteliers, encore moins à celui du régime algérien.

Monsieur Aït Hamouda ne me connaît pas et je l'invite à me rappeler où il m'a entendu vanter le système. Il me reproche mon silence. Je tiens à lui dire que ce sont justement des raccourcis comme ceux qu'il emprunte qui coupent court à ma parole. Je ne suis pas un politicien comme lui, et je ne siège pas dans une Assemblée comme lui.

S'il y a quelqu'un bien placé pour se prêter au jeu de la démocratie en Algérie, c'est Monsieur Aït Hamouda. N'est-il pas député de la république ? Je ne suis qu'un romancier qui a accepté de diriger le CCA pour servir la culture de son pays. Mon programme est transparent et libre. En sa qualité d'acteur politique, M. Aït Hamouda devrait faire l'effort de vérifier ses sources avant de se lancer dans des a priori réducteurs et stupides. Il y a deux ans déjà, il a rué dans les brancards en affirmant que j'avais refusé de célébrer Moufdi Zakaria au Centre.

Quelle ânerie ! Aujourd'hui, il prétend que je mange dans la paume du pouvoir. Quelle sottise ! Comprenez, cher ami, que lorsqu'on a la chance d'avoir une renommée comme la mienne et les moyens de sa liberté, lorsqu'on s'est construit tout seul contre vents et marées, malgré les clichés et les malveillances éhontées, on se situe au-dessus des allégeances et des récupérations.

Mon salaire de directeur représente un infime pourcentage de mes droits d'auteur, et ma fonction ne saurait rivaliser un seul instant avec mon statut d'écrivain. Les gens comme moi, on ne les achète pas puisqu'aucun poste ne saurait leur offrir des privilèges aussi honorables que le bonheur que leur procurent leurs lecteurs. Aussi, et afin d'arrêter ici une polémique qui m'insupporte, je prierais M. Aït Hamouda de ne pas me mêler à ses coups de gueule. Je n'appartiens ni à un clan ni à un sérail. Je reste dans mon petit coin et j'essaye de donner le meilleur de moi-même dans ce que j'entreprends. Les joutes oratoires ne m'emballent aucunement. Encore moins la chorale des singes-hurleurs. M. Aït Hamouda a des comptes à régler avec le pouvoir, qu'il ne se trompe pas grossièrement de cible. Et qu'il médite ceci : ce n'est pas parce que les autres ont tort que l'on a forcément raison.

Yasmina Khadra